

alain lipietz **de la nouvelle divi-  
sion internationale  
du travail**

**A LA CRISE DU FORDISME  
PERIPHERIQUE**

Il y a une quinzaine d'années, la cause paraissait entendue, même si les juges ne délivraient pas le même verdict. Une division internationale du travail opposait les nations industrialisées aux autres. Les premières exportaient des biens manufacturés, les secondes des matières premières minérales ou agricoles ou de la main-d'œuvre émigrée. Pour le courant libéral dominant chez les économistes, tenant des «étapes de la croissance» (Rostow — 1963), les secondes n'étaient qu'en retard sur les premières, comme des enfants sur les adultes : l'adolescence («Take-off») ne tarderait pas, et les échanges économiques y contribueraient. Pour les courants hétérodoxes, marxistes, «dépendantistes», «tiers-mondistes» (1) c'étaient justement les relations entre le «centre» et la «périphérie» — pour faire image, le «Nord» et le «Sud» — qui bloquaient toute possibilité de développement capitaliste «normal» au Sud.

L'argument des dépendantistes était en gros le suivant : le Nord avait besoin du Sud pour exporter ses surplus. En

outre, la richesse produite au Sud dans le secteur primaire était largement transférée au Nord par le biais de l'échange inégal. Toute émancipation industrielle du Sud aurait donc été une agression contre le Nord, et celui-ci disposait des moyens militaires de l'éviter (2).

Cette thèse, dont nous mesurons la part de vérité, avait sur la thèse libérale un immense avantage, en ce qu'elle s'attachait à l'étude concrète de certains des liens unissant les espaces économiques dans les rapports internationaux, considérant l'économie mondiale comme un système. Elle avait le défaut de ne se guère préoccuper des conditions concrètes de l'accumulation capitaliste, et dans les pays du centre, et dans ceux de la périphérie. De ce fait, elle ne pouvait percevoir les transformations dans la logique de l'accumulation au centre, qui allait modifier la nature des rapports centre-périphérie, ni les transformations de cette logique sur une base interne dans les pays de la périphérie, qui allait aboutir ni plus ni moins qu'à un éclatement de cette dernière.

Le dogme de l'inéluctable «développement du sous-développement» fut donc pris à contre-pied par l'émergence au cours des années 70, dans certains pays de la «périphérie», d'une réelle industrialisation capitaliste (3). Face à ce processus, une partie des marxistes se rallia corps et âme à la thèse rostowienne, allant jusqu'à chanter les louanges de l'«impérialisme, pionnier du capitaliste», et à ce titre promoteur du développement des forces productives, et de «l'unification de l'humanité» (4). D'autres s'en tinrent à la pure et simple négation de la nouveauté de l'événement, tels Palloix (1981) et A. Gunder Frank (1982). Celui-ci, face à la croissance de ces «NPI» (5), ne peut que réaffirmer le dogme : «Comme l'a montré la théorie de l'impérialisme, de la dépendance et de l'économie-monde, le modèle même de croissance des pays avancés reposait sur l'incapacité du reste du monde à suivre leur exemple — incapacité dont ils portaient eux-mêmes la responsabilité. La raison fondamentale est que l'on a mal interprété ce développement ou cet essor : on a pensé qu'il s'agissait d'un phénomène propre à certains pays alors qu'il n'était en réalité qu'un aspect de l'évolution de l'économie-monde elle-même. La récente croissance extravertie des NPI est également un élément du processus d'accumulation à l'échelle mondiale.

Pour lui, l'émergence des NPI se réduit purement et simplement à l'emploi d'émigrés à domicile, ne changeant rien d'essentiel au fonctionnement de «l'économie-monde». La réalité concrète, les luttes et les alliances de classes, la dynamique propre aux différentes formations sociales est explicitement évacuée.

Malgré les avantages indéniables de l'approche de l'impérialisme et de la dépendance, tout semble donc s'être passé

comme si, à l'instar de l'approche adverse libérale (celles des «âges du développement»), son analyse s'était figée dans une dogmatique anhistorique. Deux horloges arrêtées contemplant le mouvement de l'histoire. Le Sud stagne-t-il ? l'horloge dépendantiste donne l'heure exacte. La «nouvelle industrialisation» se développe ? l'heure est au «take-off». Les NPI entrent en crise ? Le «dépendantisme» l'avait toujours dit ...

Pour dépasser ce blocage (6), il faut à l'évidence prendre en compte la diversité historique et nationale des formes de l'accumulation capitaliste dans chaque état-nation considéré, à commencer par les pays du centre, mais aussi dans ceux de la soi-disant périphérie. Nous rappellerons dans une première section l'apport méthodologique de quelques travaux récents culminant dans l'identification de la forme dominante de l'Après-Guerre, le «fordisme». C'est à partir de là seulement que, par delà la diversité des pays, une certaine logique peut être dégagée, d'une manière encore balbutiante dans l'état de la recherche, tant en ce qui concerne les rapports entre les économies centrales (7), qu'entre celles-ci et ce que, pour sacrifier à une conceptualisation qu'il s'agit cependant de bouleverser, nous continuerons à appeler «périphérie».

Dans une seconde section, nous étudierons sur cette base l'évolution historique des rapports centre-périphérie. La «nouvelle-industrialisation» peut s'analyser comme une excroissance du fordisme vers la périphérie, qui peut d'ailleurs prendre des formes multiples : c'est ce que nous examinerons dans la troisième section. Pour finir, nous nous interrogerons sur les conditions du succès de «fordisme périphérique» dans les années 70, et de sa crise dans les années 80.

## I — Approche méthodologique : Régulation et accumulation.

L'apport fondamental de Marx est très certainement d'avoir mis l'accent sur les rapports sociaux qui se nouent au cœur même du procès de production. De là dérivent sa théorie de l'exploitation, mais aussi sa théorie des stades de développement de l'organisation capitaliste du travail. Ce faisant, Marx, encore moins que les économistes de son temps, n'a ignoré les problèmes spécifiques que posait la circulation des revenus et des produits dans une économie marchande.

Ce que nous rappelle avant tout sa contribution, c'est le lien profond, dans la reproduction d'une économie marchande — capitaliste, entre la production et la circulation des marchandises et des revenus. Il ne suffit pas, en effet, de produire, encore faut-il trouver acquéreur. Or, la demande est pré-structurée par les revenus distribués et les disponibilités monétaires engagées dès l'achat des conditions de la production. A son tour, la «réalisation» de la production en monnaie offre aux agents dirigeant les unités économiques la possibilité d'élargir leur production en réengageant leur chiffre d'affaires, donc de contribuer à la reformation de la demande, etc. Naturellement, au temps de la production et de la circulation des marchandises, s'articule une autre temporalité : celle du changement technique, lui-même effet de l'accumulation du capital, dans les conditions présentes du conflit entre les parties-prenantes à la production et à la distribution, salariés et capitalistes, mais aussi d'autres classes sociales (rentiers, petits producteurs indépendants, etc.). La structure, «en valeur» et «en

volume», de la demande et de l'offre, dépend donc à la fois des transformations des normes de production (capital par tête, gains de productivité) et des normes de distribution (répartition du surplus économique entre salaires, profits, rentes, etc.).

On appelle *régime d'accumulation* un mode de réallocation systématique du surplus garantissant sur une période prolongée une certaine adéquation entre les transformations des conditions de la production et les transformations des conditions de la consommation. Un tel régime d'accumulation se résume par la donnée d'un *schéma de reproduction* décrivant de période en période l'allocation du travail social et la répartition des produits entre les différentes sections de la production. Par sections, on entend une partition de l'ensemble productif considéré, partition adaptée au problème de la production et de l'accumulation, abstraction faite de toute considération technique en termes de travail concret. La partition la plus simple est à deux sections (I - Production des biens de production, II - Production des biens de consommation).

Elle peut évidemment être raffinée en sous-sections. Ainsi, la section I peut être divisée en «production pour la section I» et «production pour la section II», la section II en «production pour les salariés» et «production pour les classes dominantes» (parfois dite «section III»). La prise en compte du commerce international permet d'identifier une «section exportatrice» : toute fonction macroéconomique permet de définir une section ... En outre, l'existence d'autres formes de production se reproduisant dans un rapport marchand avec le capitalisme vient encore compliquer les régimes d'accumulation (8).

Cette analyse en terme de sections doit être bien distinguée de l'analyse en termes de branches ou de filières, relative à la division concrète du procès de travail.

Depuis quelques années, en France, des études économiques de longue période ont mis en lumière la grande variété des régimes d'accumulation. Un régime d'accumulation peut être, principalement extensif ou intensif, c'est-à-dire que l'accumulation capitaliste est principalement consacrée à étendre l'échelle de la production, à normes productives identiques, ou à approfondir la réorganisation capitaliste du travail (la «soumission réelle» du travail au capital), en général dans le sens d'une plus grande productivité et d'un plus grand coefficient de capital. Par ailleurs, le «centre» du dispositif productif peut se déplacer de section en section : comme le remarquait Palloix (1973), la production capitaliste s'est successivement centrée sur les biens s'échangeant contre la plus-value (section III), contre le capital constant (section I), contre le capital variable (section II) ...

Schématiquement, jusqu'à la Première Guerre Mondiale a prévalu dans les premiers grands pays capitalistes un régime d'accumulation à dominante extensive centrée sur la production élargie de biens de production, et depuis la Seconde Guerre un régime à dominante intensive centrée sur la consommation de masse (9).

Un régime d'accumulation ne plane pas, désincarné, dans le monde éthéré des schémas de reproduction. Pour que tel ou tel schéma se réalise et se reproduise durablement, il faut que des formes institutionnelles, des procédures, des habitudes, agissant comme forces coercitives ou incitatives, conduisent les agents privés à se conformer à de tels schémas. Cet ensemble de formes est

appelé mode de régulation. Un régime d'accumulation donné ne se satisfait pas de n'importe quel mode de régulation. Les crises économiques, qui se présentent comme une perturbation plus ou moins prolongée de la reproduction économique, peuvent en réalité manifester diverses conjonctures (Boyer - 1979).

- a) Les «petites crises», qui ne font que sanctionner un désajustement latent tout en rétablissant l'unité de circuit : elles font partie du fonctionnement normal de la régulation («crise dans la régulation»).
- b) Les «grandes crises», qui marquent une inadéquation du mode de régulation et du régime d'accumulation, soit qu'un nouveau régime se trouve entravé par des formes de régulation périmées (cas de la crise de 1930), soit que le régime d'accumulation lui-même ait épuisé ses possibilités dans le cadre du mode de régulation en vigueur (cas vraisemblablement, de la crise actuelle).

On peut en effet analyser la grande crise des années 1930 comme la première crise de l'accumulation intensive ou la dernière crise de la «régulation concurrentielle». Ce mode de régulation se caractérisait en effet par un ajustement a posteriori des quantités produites dans les différentes branches en fonction du mouvement des prix, une forte sensibilité de ces derniers à la demande, et un ajustement des salaires au mouvement des prix qui résultait en stabilité (ou faible croissance) du salaire réel direct. Un tel mode de régulation était relativement adéquat à une accumulation extensive, avec de faibles modifications des normes de production et de consommation.

Dans un tel mode de régulation, la recherche tatonnante de débouchés

par les capitaux des différentes sections, qui ne pouvaient anticiper correctement leur croissance collective, était un problème lancinant, et la surproduction, locale ou généralisée, constituait le risque majeur. Or la généralisation progressive, à l'issue de la Première Guerre Mondiale, de nouvelles formes d'organisation du travail, allait engendrer des gains de productivité sans précédent (de l'ordre de 5-6 % l'an, contre 2 % en moyenne depuis la première révolution industrielle). La régulation concurrentielle n'induisait nullement une progression de la demande finale à la mesure de ces gains de productivité. Le boom des «années folles», engendré par la hausse énorme de la plus-value relative, déboucha sur une formidable crise de surproduction.

Après la Deuxième Guerre Mondiale, le régime d'accumulation intensive, centré sur la consommation de masse, put au contraire se généraliser parce qu'un nouveau mode de régulation, «monopoliste», incorporait a priori dans la détermination des salaires et des profits nominaux une croissance de la consommation populaire à la mesure des gains de productivité. C'est ce régime de croissance que, reprenant une intuition de Gramsci, on appelle aujourd'hui «fordisme», désignant ainsi deux aspects historiquement et théoriquement joints, quoique relativement distincts.

Le fordisme, comme mode d'accumulation du capital, fondé sur le bouleversement continu du procès de travail, par incorporation du «savoir-faire ouvrier» dans le système automatique des machines. Ce régime d'accumulation intensive se caractérise par une hausse conjointe de la productivité apparente du travail et du volume de capital fixe par tête. La pré-condition de ce type d'accumulation est la systématisation par

les méthodes de «l'Organisation Scientifique du Travail» du geste de l'ancien ouvrier de métier. Cette étape, appelée «taylorisme» du nom de son théoricien, approfondit la séparation entre conception et exécution, la polarisation entre techniciens et ouvriers spécialisés, au sein du collectif de travail. Toutefois, à l'intérieur des filières taylorisées puis fordisées, et en particulier de la plus caractéristique d'entre elles, la filière métallique, la présence d'ouvriers qualifiés reste indispensable à tous les niveaux, et surtout dans les segments «amonts» de cette filière, ceux où s'opère la fameuse «incorporation» : dans la fabrication des biens d'équipement industriel, machines outils, etc ... (voir CEPREMAP - 1980).

Le fordisme, comme mode de régulation, d'adaptation continue de la consommation des masses aux gains de productivité, historiquement sans précédent, entraînés par l'accumulation intensive. Cette adaptation a entraîné une énorme mutation du mode de vie des salariés, sa «normalisation» et son intégration à l'accumulation capitaliste elle-même (Granou, Baron, Billaudot - 1979). Elle a pris la forme d'un réseau d'institutions concourant à la stabilisation de la croissance des revenus nominaux des salariés (conventions collectives, État Providence, etc ...), mais aussi d'une monopolisation de la structure productive permettant aux grandes firmes des secteurs leader d'«administrer» leur prix de manière relativement indépendante des fluctuations de la demande. Tout cela supposait une modification du rôle de l'État et des formes de gestion de la monnaie.

Le régime d'accumulation intensive sous régulation monopoliste peut, sur le papier, se prolonger indéfiniment ...

à condition de respecter certaines équations. La hausse du pouvoir d'achat des masses populaires permet en effet d'écarter le spectre de la crise de surproduction. Mais la rentabilité des capitaux ne se maintient qu'à deux conditions :

- La hausse de la productivité dans la section reproductrice des biens de production doit compenser la hausse de la composition technique du capital, faute de quoi la part des immobilisations à rémunérer s'alourdit dangereusement ;
- la hausse de la productivité dans la section des biens de consommation doit compenser la hausse du pouvoir d'achat des masses populaires, faute de quoi la part des salaires dans la valeur ajoutée s'accroît au détriment des profits.

Précisément, vers la fin des années 60 - début des années 70, le fordisme, comme mode d'accumulation de capital fondé sur le bouleversement du procès de travail, semble atteindre des limites techniques et sociales (Coriat - 1979) et les gains de productivité accompagnant la mécanisation se ralentir, ce qui engendre les conditions d'une crise de la profitabilité (Lipietz - 1982 B). La régulation monopoliste du rapport salarial débouche alors sur un dilemme : toute réduction du pouvoir d'achat populaire se paie en récession directe, toute augmentation en baisse des profits. Le souci d'éviter la récession semble encore l'emporter dans les grands pays capitalistes au cours des années 70. Mais l'accession du «monétarisme» à l'hégémonie, en Grande Bretagne, puis aux U. S.A., proclame la crise ouverte de ce mode de régulation, à qui le capitalisme était pourtant rede-

vable d'un «âge d'or» de 25 ans suivi d'un sursis d'une dizaine d'années (10).

Comme on le voit, si les fameuses «contradictions du capitalisme» sont permanentes, elles prennent des formes assez différentes, et même carrément opposées, selon le régime d'accumulation et le mode de régulation en vigueur (Boyer - 1982). Pour autant que les rapports internationaux relèvent des mêmes contradictions, il faut alors s'interroger également sur la pérennité des rapports «centre-périphérie», et des formes de la «division internationale du travail». Bien que nous ne disposions pas réellement d'une théorie des régimes d'accumulation et du mode de régulation internationaux, c'est ce à quoi nous allons nous essayer maintenant.

## II - De l'ancien au nouveau régime «centre-périphérie».

S'il est vrai, comme nous avons cherché à le montrer, que le capitalisme a connu dans les pays où il s'est d'abord développé une succession de régimes d'accumulation et de modes de régulation, il est assez vain de prétendre produire une théorie générale des rapports centre-périphérie, déduite des «tendances fondamentales du mode de production», et qui ferait l'impasse sur la spécificité de ces régimes et de ces modes de régulation. Pourtant, il faut bien constater le retard des théories «de la dépendance» ou de «l'impérialisme» sur une évolution historique qui aujourd'hui crève les yeux. Comme souvent, la rémanence de ces théories renvoie à leur part de vérité à une étape révolue du processus historique. Elles traduisent mal toutefois l'évolution qui a mené à cette étape, et surtout cernent mal l'émergence

du nouveau, même lorsque par un heureux (ou malencontreux) hasard les faits semblent d'abord confirmer la thèse : tel fut le cas des théories «classiques» de la dépendance, qui fleurirent dans les années 50 - 60 (qui leur donnaient raison) alors que les années 70 allaient singulièrement nuancer leurs conclusions.

### 10) La périphérie comme thermostat.

Les théories de l'impérialisme, comme plus tard celles de la dépendance, se sont développées en référence à une réalité historique : celle d'une accumulation à dominante extensive, avec régulation concurrentielle dans les premiers pays à avoir connu la révolution industrielle. En fait, déjà chez Adam Smith, le noyau qualitatif de ces théories était dégagé, même si cet auteur portait au crédit de la division internationale du travail ce que d'autres porteront au débit.

Fondamentalement : l'émergence de formes relativement complexes de coopération manufacturière permises par le salariat capitaliste assure d'emblée un avantage absolu, du point de vue de la productivité, sur tout autre mode de production. Mais l'accumulation extensive de capital dans les pays expérimentant ce mode de croissance ne s'accompagne pas, corrélativement, d'une extension parallèle de la demande sociale (faute d'une régulation monopoliste du salaire). Cette demande manquante, il faut la chercher «à l'extérieur», et on peut l'y imposer, justement à cause de l'avantage absolu.

A cette époque - et dans les théorisations de cette période, jusque chez Lénine comme Rosa Luxemburg - «l'extérieur» c'est d'abord un débouché pour les produits qui ne trouvent pas

preneur sur le marché du centre. Et, dès que la production marchande et le salariat s'y développent suffisamment, il devient directement un débouché pour les capitaux cherchant à s'investir. Les seules différences entre marxistes portent sur l'urgence de trouver de tels «débouchés», étant entendu que «l'extérieur» du capitalisme n'est pas forcément «l'extérieur» du pays (11).

Ajoutons que «l'extérieur» est aussi un réservoir où le capitalisme va puiser ce qu'il ne peut créer, mais seulement transformer (les matières premières) et contribuer à reproduire (la force de travail). Cela, les théoriciens du début du siècle ne la soulignent guère, car ces deux problèmes n'ont rien d'urgent : c'est «à l'intérieur» (du pays !) que le capitalisme industriel peut encore trouver l'essentiel de ses approvisionnements, même si «l'armée de réserve industrielle» issue de la paysannerie transcende déjà les frontières. Le «pillage du Tiers-Monde» (y compris par l'émigration) ne deviendra un thème dominant que plus tard.

Sous ce régime de relation entre un «centre» et une «périphérie», le rôle de la périphérie est effectivement (et est conçu comme) celui d'un thermostat. La machine capitaliste de la reproduction élargie ne peut être fermée au centre. L'extérieure lui apporte une source chaude (des bras et des matières premières) et une source froide (les débouchés). On comprend donc le faible intérêt théorique que portent les théoriciens de l'impérialisme à l'analyse concrète des rapports sociaux à l'intérieur même de la périphérie. Le plus souvent «primitifs» et «précapitalistes» (travail forcé, pseudo-esclavagisme, agriculture quasi-féodale etc ...) quoique promis à la «dissolution», on n'attend rien d'eux que ce

qu'exige le fonctionnement du centre (12). Là encore, et jusqu'au milieu du XXe siècle, la théorie ne fait que suivre la réalité d'un mode de régulation international : la périphérie subit les contre-coups des crises du centre en les amplifiant (du moins en ce qui concerne son secteur marchand), mouvement caractéristique des cours du commerce colonial d'exportation de matières premières.

Il faut souligner que ce rapport centre-périphérie est d'abord un processus (de diffusion de la sphère des débouchés des centres manufacturiers capitalistes, d'élargissement du drainage de la main-d'œuvre, d'essaimage des établissements dépendant d'un capitalisme central ...) avant de se consolider en structure de rapports inégalitaires. Ou, plus exactement, si rapport structurel il y a, c'est un rapport entre deux types de processus. Au centre, «le capitalisme se développe en profondeur», à la périphérie, «il se développe en surface» écrit, sybillin mais profond, Lénine (1899 A, p 555). C'est-à-dire que ce qui caractérise le centre c'est l'interconnexion croissante des processus de production dans un schéma de reproduction de plus en plus nettement défini, tandis que les unités de production capitaliste ne se développent dans la périphérie qu'au sein d'une cohérence qui reste extérieure à celle-ci : c'est l'«extraversion».

Naturellement, à une certaine étape de ce processus, l'extraversion d'un Etat-nation est une donnée difficilement réversible et qui marque profondément l'ensemble de ses rapports sociaux. De là à conclure que la structure économique-sociale n'est qu'une «fonction» des besoins du centre (ce qui est bien sûr le cas dans la colonisation) et que ses

maux résident dans sa «dépendance», il n'y a qu'un pas que le «dépendantisme» franchit un peu vite. L'histoire sur longue période, et l'échec des premières tentatives de «rompre avec la dépendance» par la «substitution d'importation», invitent à un jugement plus nuancé.

## 20) Le capitalisme naît de l'impérialisme.

La fresque historique de la naissance du capitalisme, présentée par Fernand Braudel (1980), tout comme l'étude de A. Gunder Frank (1977) sur la période de 1500-1800, illustrent de façon saisissante la relativité de la notion territoriale de centre.

A la sortie de ce que nous nommons «Moyen-Age», la production matérielle est, sur toute la planète, réalisée essentiellement de manière «non-marchande» («naturelle» dirons-nous par convention). Le commerce est pour l'essentiel un «commerce à longue distance» qui met en jeu une part infime de cette production, à destination des classes dominantes féodales ou «tributaires» (Amin — 1973). Certains centres de ces réseaux marchands se lancent dans la transformation des métaux, épices, textiles ainsi échangés, et développent ainsi un salariat qui ne représente lui-même qu'une part infime de leur clientèle. Ces villes, centres d'économies-mondes, flottent donc sur les marges d'empires tributaires, de royaumes féodaux, etc ...

Tout le miracle économique de XVIe - XVIIe siècle réside dans le passage des «villes-centres» aux «économies nationales», avec pour point-clé le basculement d'Amsterdam sur Londres. Autour des centres marchands et des capitales, l'économie marchande et le

salariat se sont suffisamment développés pour que la production d'un espace économique territorial (13) se destine principalement à la consommation et à l'accumulation de ce même espace.

Ainsi, né du commerce mondial, le capitalisme crée son salariat puis son marché intérieur pour les produits manufacturés. D'abord tourbillon sur l'océan de l'économie naturelle, et se nourrissant de lui, il se stabilise en structures territoriales individualisées et «autocentrées», selon un schéma popularisé par I.

Prigogine. Le rapport entre les flux «entre la structure et son thermostat» et ceux «internes à la structure» est d'abord énorme (en ce qui concerne les biens marchands manufacturés, mais pas l'ensemble du produit matériel, évidemment), et il décroît ensuite au fur et à mesure que le marché intérieur se consolide, ce qui est le cas pendant toute la première moitié du XXe siècle, et jusque dans les années 60 (voir le tableau I).

Tableau 1

## ECHANGES EXTERIEURS ET PRODUCTION

(En %)

	1899	1913	1929	1937	1950	1959
Part exportée de la production de produits manufacturés :						
France	33	26	25	12	23	18
Allemagne (territoire du Reich jusqu'en 1937)	31	31	27	15	—	—
République fédérale allemande	—	—	—	17	13	23
Royaume-Uni	42	45	37	21	23	19
Etats-Unis	5	5	8	5	5	4
Japon	25	40	29	40	29	23
Contenu en importations de l'offre de produits manufacturés (1) :						
France	12	13	9	7	7	6
Allemagne (territoire du Reich jusqu'en 1937)	16	10	7	3	—	—
République fédérale allemande	—	—	—	—	4	7
Royaume-Uni	16	17	16	10	4	6
Etats-Unis	3	3	2	2	2	3
Japon	30	34	21	11	3	4

(1) L'offre de produits industriels est égale à la somme des importations et de la production nationale.

Source : J. Mistral, [1977]

A partir de la transition au régime d'accumulation intensive et à la régulation monopoliste dans les espaces économiques centraux, le «thermostat» perd progressivement son importance comme «débouché», même s'il prend une importance croissante comme «source» (de pétrole, de main-d'œuvre...). En effet, dans un régime d'accumulation centré sur la consommation de masse, le capitalisme a provisoirement résolu sur une base interne la «question des débouchés». A la limite, les exportations manufacturées vers la périphérie ne servent plus qu'à payer (mal) les besoins de matières premières. «L'impérialisme» a été un facteur puissant de la dynamique du capitalisme, il cesse de l'être 30 ans après que Lénine ait cru pouvoir identifier le premier au «stade suprême» du second ! Il est vrai que Lénine caractérise «l'impérialisme, stade suprême du capitalisme» (1917) par cinq caractéristiques, dont deux sont relatives à la régulation au centre, les autres traduisant l'achèvement du partage du monde et de la prépondérance des exportations de marchandises, l'avènement d'une ère de repartage du monde à travers le capital financier, dont le but principal est le contrôle des matières premières. Beaucoup de ses lecteurs croiront au contraire y lire qu'après un certain degré de développement intérieur, le capitalisme éprouve le besoin d'exporter des marchandises et des capitaux.

C'est ce Lénine de pacotille que critique Latouche (1982). Or Lénine était parfaitement conscient de ce que le capitalisme se développe en construisant son marché intérieur à partir d'une situation où il n'existe pas, et donc n'existe que le marché «extérieur». «Comment se forme le marché intérieur pour le capitalisme russe ?» : ainsi commence

son œuvre économique majeure, *Le développement du capitalisme en Russie* (1899 A), première analyse concrète d'un régime d'accumulation. Nous avons vu que l'accumulation extensive suffit pour lui à créer ce marché, le commerce extérieur n'étant à la limite qu'une séquelle historique de la naissance du capitalisme à partir du commerce à longue distance : «La nécessité du marché extérieur pour un pays capitaliste n'est pas du tout déterminée par les lois de la réalisation du produit social (et de la plus-value, en particulier) mais, en premier lieu, par le fait que le capitalisme n'est que le résultat d'une circulation des marchandises largement développée qui dépasse les limites d'un État. C'est pourquoi il est impossible d'imaginer une nation capitaliste sans commerce extérieur, et une telle nation n'existe d'ailleurs pas. Comme le lecteur peut le constater, cette cause est de caractère historique» (p. 45).

En revanche il est clair que Lénine, comme d'ailleurs Rosa Luxemburg, et encore aujourd'hui quantité de «réalistes», excluait la possibilité pour le capitalisme de trouver son principal débouché dans la demande de ses salariés : «Certes, si le capitalisme pouvait développer l'agriculture qui, aujourd'hui, retarde partout terriblement sur l'industrie, s'il pouvait élever le niveau de vie des masses populaires qui, en dépit d'un progrès technique vertigineux, demeurent partout grevées par la sous-alimentation et l'indigence, il ne saurait être question d'un excédent de capitaux. Les critiques petites-bourgeoises du capitalisme servent à tout propos cet «argument». Mais alors le capitalisme ne serait pas le capitalisme, car l'inégalité de son développement et la sous-alimentation des masses sont les conditions et les

prémises fondamentales, inévitables, de ce mode de production. Tant que le capitalisme reste le capitalisme, l'excédent de capitaux est consacré, non pas à élever le niveau de vie des masses dans un pays donné, car il en résulterait une diminution des profits pour les capitalistes, mais à augmenter ces profits par l'exportation de capitaux à l'étranger, dans les pays sous-développés» (1917, p. 72).

Nous avons vu dans la première section que la régulation monopoliste de l'accumulation intensive qui constitue le fordisme implique justement cette «élévation du niveau de vie» (du moins en termes de consommation de produits capitalistes !) que Lénine jugeait impossible. Mais à leur époque, et encore lors de la crise de 1930, Lénine et Rosa Luxemburg avaient largement raison.

On peut bien sûr se demander pourquoi, à l'époque de l'accumulation à dominante extensive, si peu de structures spatiales autocentrées ont pu se constituer, à partir du rayonnement «en surface» du capitalisme.

Remarquons tout d'abord que plusieurs espaces de ce type se sont constitués par essaimage du capitalisme européen (les États-Unis, et bien plus tard l'Australie), ou par «acclimatation» de ce modèle à l'abri du protectionnisme (cas du Japon). Mais, dans la plus grande partie du monde, cela n'a pas eu lieu et la responsabilité en revient bien sûr aux formes de *colonialisme* (à ne pas confondre avec la colonisation) qui ont modelé dans ces zones des rapports politiques et sociaux inhibant le développement d'une bourgeoisie industrielle et d'un salariat.

Ce qui fait problème, c'est «l'échec» du développement capitaliste dans les ex-

colonies précocément parvenues à l'indépendance politique, par exemple en Amérique Latine, et qui ont pourtant réellement tenté, elles aussi, de s'auto-centrer. C'est ici que triomphent les théories de la «dépendance», quoiqu'elles échouent généralement à identifier les racines de l'échec. Seule une étude des rapports sociaux, du régime d'accumulation, du mode d'accumulation en vigueur dans ces pays, peut en donner la raison précise (14). Nous allons cependant montrer brièvement comment cet échec s'articule aux conditions internationales.

### 30) Derrière «l'échec» de la première politique de substitution d'importation.

A la faveur de la Grande Crise des années 30, des régimes populistes d'Amérique Latine, suivis dans les années 50 par d'autres pays comme la Corée du Sud, inaugurent la «stratégie d'import-substitution». Il s'agit d'accumuler les revenus d'exportation primaires dans l'industrie des biens de consommation, en achetant les biens d'équipement au centre et en protégeant ces industries naissantes par de très fortes barrières douanières. On espère ensuite «remonter la filière» vers la production des biens de la Section.

Après des succès initiaux, l'échec devient patent dans les années 60. Ce modèle d'industrialisation de la périphérie, par adoption du modèle central de production et de consommation, mais sans l'adoption des rapports sociaux correspondants, échoue en effet à s'insérer dans le «cercle vertueux» du fordisme central. Pour trois raisons majeures.

a) Du côté du procès du travail : la technologie n'est pas une ressource transférable qui pousse dans les forêts du

Nord. Importer les machines ne suffit pas. Il faut construire les relations sociales du travail correspondantes. Or ces pays ne possédaient pas alors la classe ouvrière expérimentée et le personnel d'encadrement nécessaire à la mise en œuvre des modes d'opération fordistes (qui, même s'ils dérivent d'un procès d'expropriation du savoir-faire ouvrier, ne peuvent jamais se passer totalement de ce savoir-faire). Dès lors, la productivité « théorique » des formes de production importées ne fut jamais atteinte.

En revanche, une fois dépassée la phase de « substitution facile », nécessitant peu de capital fixe, le coût des investissements (donc des importations en biens d'équipement) monte vertigineusement avec la mécanisation. D'où une baisse de la rentabilité du capital, qui peut être masquée un certain temps par l'imposition inflationniste d'un taux de marge par des firmes intérieures en position de monopole (15).

b) Du côté des débouchés : les caractères d'une régulation « monopoliste » sont restés réduits à la gestion « administrée » des taux de marge et de la monnaie de crédit. Il n'y a eu d'extension significative du pouvoir d'achat ouvrier et paysan que sous le Péronisme, et plus tard, sous la Démocratie Chrétienne puis l'Unité Populaire chilienne. Les débouchés restaient donc limités :

— d'une part aux classes dominantes et moyennes nées de l'économie d'exportation. Marché de toute manière limité, mais surtout sociologiquement stratifié, rétif à la consommation de masse d'articles standardisés (16).

— d'autre part à « l'extérieur » ... c'est-à-dire au centre ! Or, faute de productivité, et malgré la différence des salaires, les productions périphériques choisies ne pouvaient alors être compétitives.

c) Du côté des échanges extérieurs : même si la fameuse question des « termes de l'échange », entre les matières premières dont l'exportation finançait l'industrialisation, et les biens d'équipement importés du Centre, reste controversée (pour autant que l'on s'en tienne à « l'effet-prix unitaire » (17), en tout cas la remontée dans la filière, en deça du stade du montage final, impliquait une croissance très rapide du volume des investissements, donc des importations, que ne pouvait compenser la croissance des exportations de matières premières.

Dès lors, la politique d'import-substitution ne pouvait que se heurter à la barrière du déficit du commerce extérieur et de l'endettement, avec inflation interne comme ce fut le cas au Chili ... à moins que le modèle ne s'éteigne dans la stagnation, comme aux Philippines.

Pourtant ces expériences ont permis une réelle transformation sociale, avec le développement d'une classe ouvrière, de couches moyennes et d'un capital industriel modernes. On peut parler à leur égard d'un « sous-fordisme », c'est-à-dire d'une *caricature* de fordisme, une tentative d'industrialisation selon la technologie et le modèle de consommation fordien, mais sans les conditions sociales, ni du côté du procès de travail, ni du côté de la norme de consommation des masses.

Dans cet échec, la responsabilité de la « dépendance », qui est réelle, est beaucoup plus médiante que ne le disent les slogans vengeurs. Le chaînon manquant est à chercher d'abord dans la structure sociale *interne*, consolidée par le maintien du secteur d'exportation de matières premières, par l'échec redistributif des réformes agraires, dans l'incapacité d'étendre le secteur manufacturier, de réaliser l'intégration de la consommation populaire au régime d'accumulation. L'existence du centre pèse surtout (outre la trace de la colonisation dans la structure sociale interne) par le succès de son propre « autocentrage » : la diffusion du régime d'accumulation intensive creuse, à cette époque du moins, l'écart des compétitivités entre le centre et la périphérie, rejetant celle-ci du commerce international de biens manufacturés. Et c'est pourtant par ce succès même que le centre irradie son modèle de production, ses normes de consommation, entraînant dans le piège la substitution d'importations. Modèles et normes qui « prendront » en France et en Italie après 1945, avec l'aide des USA, mais pas en Amérique Latine, malgré l'aide des USA. L'intervention militaire ou occulte des USA ne se fera jamais contre le succès menaçant (« pour maintenir la dépendance » !), mais contre les tentatives de se mettre à l'écart, voire à l'encontre, du modèle (18).

### III — Vers une « mondialisation du fordisme » ?

L'émergence des fameux N.P.I. (19) montra que cette exclusion du cercle vertueux de l'accumulation intensive, érigée en dogme par bien des marxistes ou dépendantistes des années 60, n'avait rien de définitif.

Il faut pourtant souligner qu'à l'apogée du fordisme central, au milieu des années 60, l'importance de la périphérie dans le commerce mondial de produits manufacturés était quasiment réduite à néant. C'est vers cette époque que la part des exportations dans le produit national brut des pays capitalistes développés atteint son minimum (Mistral — 1977). Encore s'agit-il essentiellement d'un commerce interne au centre. La part des exportations de produits manufacturés vers la « périphérie », dans la Production intérieure Brute, est tombée à 2 % pour la C.E.E., 0,8 % pour les USA ! Si la « recherche de débouchés » était la cause de l'impérialisme et du blocage imposé à la périphérie, alors le centre n'avait plus besoin de périphérie ...

A la même époque, la part des importations manufacturières venant des « pays sous-développés » est, pour tous les pays industrialisés, négligeable (inférieure à 0,2 %). C'est pourtant de ce côté-là que la périphérie va reprendre de l'importance.

#### 10) Une extension limitée du fordisme central.

Le processus historique de diffusion-intégration des rapports capitalistes fut relancé dans les années 60 par une combinaison de deux facteurs.

Le premier facteur relève de la logique propre au fordisme et à sa crise alors latente. Celui-ci en effet autorisait pratiquement une segmentation du processus productif en trois « niveaux » :

- I — la conception, l'organisation des méthodes, et l'ingénierie devenus autonomes ;
- II — la fabrication qualifiée requérant une main-d'œuvre adéquate,

III — L'exécution et le montage déqualifiés ne requérant en principe aucune qualification.

La possibilité de disjoindre géographiquement ces trois niveaux ne pouvait manquer de croiser l'opportunité d'articuler le circuit productif des branches fordistes sur trois types de bassins de main-d'œuvre, principalement différenciés par la qualification et les conditions d'exploitation de la main-d'œuvre. Expérimentée d'abord à l'intérieur du centre (20), la délocalisation des tâches déqualifiées s'étendit dans les années 60 aux pays de la périphérie externe immédiate, où les salaires horaires étaient considérablement plus faibles et la classe ouvrière moins organisée (l'Espagne, la Corée, le Mexique, et en un sens l'Europe de l'Est).

Ainsi, à la «vieille» division horizontale du travail, entre secteurs (primaire, agricole et minier/ secondaire manufacturier) s'en superposait une seconde, verticale, entre niveaux de qualification à l'intérieur même des branches industrielles. Et cette redistribution des tâches industrielles était une forme d'extension — réaménagement du régime d'accumulation lui-même, et non la forme d'un rapport entre celui-ci et son «extérieur».

La raison de cette extension était double. Il s'agissait d'une part d'étendre l'échelle de production du fordisme central et par conséquent le marché sur lequel il se déployait : or les barrières douanières visant à forcer la substitution d'importations rendait souvent inévitable l'implantation d'établissements de montage final dans certains pays. Mais surtout, le fordisme ne souffrait pas tant de l'absence de débouché que de tensions de plus en plus fortes sur son taux de profit : et ces pays à forts taux

d'exploitation lui permettaient de produire à bas coûts y compris et d'abord pour les marchés centraux.

Encore fallait-il que ces pays satisfassent une condition interne, et ce fut le second facteur : l'existence de régimes autoritaires dont les classes dirigeantes choisissaient de jouer cette carte. Ce «choix» suppose une autonomie très forte de l'État, non seulement vis-à-vis des classes sur-exploitées, mais même vis-à-vis des classes dirigeantes liées à l'exportation traditionnelle ou au marché intérieur (Salama, Tissier — 1982). Remarquons que ces régimes «autoritaires» ne s'identifient pas nécessairement à l'image traditionnelle d'un état «répressif» (cas du Mexique ou de Hong Kong).

Sans entrer dans l'examen pourtant nécessaire des spécificités nationales, on peut distinguer deux schémas typiques (21).

#### 20) La «taylorisation sanguinaire».

Il s'agit d'une délocalisation de segments précis et limités de «circuits de branche», dans des États à très fort taux d'exploitation (salaire, durée et intensité du travail), les produits étant réexportés principalement vers le centre. Les zones franches et, à l'origine, les «états-ateliers» de l'Asie (Singapour, Hong-Kong) sont la meilleure illustration de cette stratégie qui se généralise aujourd'hui (22) : on peut parler d'une stratégie de «substitution d'exportation», des «vieilles» exportations primaires vers les produits manufacturés.

Cette délocalisation concerne essentiellement le Textile et l'Électronique. Deux caractéristiques de cette stratégie :

- a) Il s'agit essentiellement d'activités taylorisées mais peu mécanisées. La composition technique du capital dans

ces établissements est particulièrement faible, bien plus faible que dans les établissements de ces pays produisant pour le marché local (23). Cette industrialisation évite ainsi un des inconvénients de «l'import-substitution» : le coût des importations de biens d'équipement. Et d'autre part, mobilisant essentiellement une main-d'œuvre féminine, elle incorpore tout le savoir-faire acquis à travers l'exploitation domestique patriarcale.

- b) Elle est «sanguinaire» au sens où Marx parle de la «législation sanguinaire», à l'aube du capitalisme central. A l'oppression ancestrale des femmes elle ajoute toutes les armes modernes de la répression anti-ouvrière («syndicalisme» d'encadrement, absence de droits sociaux, emprisonnement et torture des oppositionnels, etc ...).

Du point de vue de la théorie de l'accumulation et de la régulation, on doit considérer les procès de production concernés comme des segments productifs délocalisés du régime d'accumulation central, dont les retombées sur la croissance de la demande sociale mondiale sont quasi-négligeables. La régulation s'opère directement par les firmes monopolistes transnationales, par investissements directs et surtout par contrats de sous-traitance vis-à-vis de firmes locales souvent minuscules (24). Ce qui exige à tout le moins l'acquiescement des États dictatoriaux concernés.

Un tel modèle est éminemment fragile. Les tensions sociales deviennent rapidement explosives. Les classes dominantes locales, contraintes de céder sur les salaires, doivent rapidement se tourner vers des formes plus sophistiquées de régulation économique-sociale, ce qui implique en général une certaine

remontée dans la hiérarchie de la division internationale du travail, avec sous-sous-traitance des segments abandonnés à une nouvelle génération de pays encore plus pauvres et dictatoriaux (25).

En outre, l'insertion de ces segments à très bas salaires dans le régime d'accumulation central vient presque purement en soustraction du débouché des segments équivalents existant anciennement au centre, suscitant dans les vieux pays industriels des crises sectorielles et régionales. Ces pays réagissent par le protectionnisme : tel l'accord multi-fibre dont la troisième mouture met en crise par exemple le textile de Hong-Kong (26).

Bien plus complexe est le cas dont nous allons maintenant parler.

#### 30) Le fordisme périphérique

Que ce soit un héritage de la première politique de substitution d'importation, ou de l'existence ancienne d'un capitalisme marchand périphérique (cas des chinois), ou bien grâce à la promotion parfois «miraculeuse» des exportations de matières premières (cas du pétrole) ou encore à la suite d'une phase d'exportation manufacturière fondée sur la «taylorisation sanguinaire», apparaît dans certains pays dans les années 70, la conjonction d'un capital local autonome, de classes moyennes urbaines relativement abondantes, et d'embryons significatifs d'une classe ouvrière expérimentée. Cette conjonction ouvre à certains États l'opportunité d'une nouvelle stratégie, que nous allons appeler «fordisme périphérique». Il faut insister une fois encore sur le caractère politique, lié à des luttes de classes interne conférant à l'État une réelle autonomie par rapport aux classes dominantes classi-



ques, d'un tel choix, qu'illustrent, chacun à leur manière, la Corée, le Mexique, le Brésil, mais aussi l'Espagne de l'Opus Dei, la Pologne de Gierek ...

Pourquoi «fordisme périphérique» ?

- Il s'agit d'un authentique fordisme, fondé sur le couplage de l'accumulation intensive et de la croissance des débouchés.
- Mais il reste périphérique en ce sens, tout d'abord, que dans les circuits mondiaux des branches productives, les postes de travail et les productions correspondant aux niveaux de la fabrication qualifiée et surtout de l'ingénierie restent largement extérieurs à ces pays. D'autre part, les débouchés correspondent à une combinaison spécifique de la consommation des classes moyennes modernes locales, avec un accès partiel des ouvriers du secteur fordiste aux biens d'équipements des ménages, et des exportations vers le centre de ces mêmes produits manufacturés à bas prix. Ainsi, la croissance de la demande sociale (qui est une demande sociale mondiale), pour les biens durables des ménages notamment, est certes anticipée, mais elle n'est pas institutionnellement régulée sur une base nationale en fonction des gains de productivité des branches fordistes locales.

En somme, il s'agit d'une combinaison de la vieille politique de substitution d'importation et de la politique de substitution d'exportation, dans des proportions variables, et s'appuyant éventuellement sur la promotion des exportations traditionnelle de matières premières.

Typique est le cas de l'automobile. Initié pour pénétrer des marchés protégés

par la «première substitution d'importation», l'établissement d'usines dans ces pays de la périphérie trouve rapidement une double destination : le marché local en pleine croissance, et la réexportation d'organes ou de véhicules vers le centre, de la Péninsule Ibérique ou de l'Europe de l'Est vers l'Europe du Nord-Ouest, du Mexique vers les USA, etc ... (27).

Il faut insister sur l'extrême variabilité des régimes d'accumulation qu'il est ici proposé de regrouper sous le terme de «fordisme périphérique». Le ratio des exportations (manufacturières) sur la demande intérieure varie ainsi de 4,1 % pour le Mexique à 25,4 % pour la Corée (en 1978) : dans chaque régime d'accumulation concret, le dosage «croissance de la demande finale interne/substitution d'importation/réexportation industrielle» n'est évidemment pas le même, ce qui reflète à son tour de grandes différences dans le mode de régulation, et surtout dans le rapport salarial, les formes de l'hégémonie des classes dominantes, etc ... Significativement, le Mexique est plutôt «démocrate» — au moins en secteur urbain — et la Corée dictatoriale.

Cependant il convient de ne parler de fordisme périphérique que lorsque la croissance du marché intérieur (pour les produits manufacturés) joue un rôle réel dans le régime d'accumulation national. A ce titre, il faut souligner que la Corée, que certains s'obstinent à qualifier de «pays atelier», relevant de la taylorisation sanguinaire sur des segments délocalisés d'industries de main-d'œuvre, a depuis belle lurette dépassé ce schéma, caractéristique effectivement de sa croissance dans les années 62-72. Mais à partir de 1973, la croissance industrielle se recentre sur le marché domestique : la part des exportations chute (de

28 à 23 %) puis se stabilise, et une active politique de remontée des filières par substitution d'importation fait chuter la part de celle-ci de 27 à 20 % du marché domestique. Le salaire réel, qui croissait plus lentement que la productivité, s'envole à partir de 1976, ce qui finira d'ailleurs par compromettre la compétitivité coréenne (par rapport à Taïwan ... ) (28).

#### 40) Les rapports «Sud-Sud».

L'émergence de ces pays du fordisme périphérique, comme l'accumulation d'avoirs monétaires dans certains pays de l'OPEP, provoque un véritable éclatement de la périphérie, avec un remaniement complet de la hiérarchie, qui se déroule sous nos yeux. La «périphérie» en soi n'a jamais été homogène, mais l'élément nouveau est la croissance de flux de marchandises, semblables à l'ancienne division du travail, entre les NPI et les pays restés simples exportateurs de matières premières ou complètement dépourvus de ressources. Pour tous les biens banaux fordistes, ou les branches banalisées des biens intermédiaires. (comme la sidérurgie), et même pour l'ingénierie, les NPI deviennent très compétitifs et concurrencent l'industrie du Centre vis-à-vis de ces pays. Des échanges éventuellement triangulaires «matières premières, émigration, produits manufacturés» se développent «de Sud à Sud».

Très significativement, ce qui caractérise les exportations des NPI vers le Sud, c'est qu'elles sont à la fois plus «régionales», plus «sophistiquées» et plus «capitalistiques» que les exportations des NPI vers le centre (29).

Le commerce «Sud-Sud» atteint, en 1980, 37,4 % des exportations manufac-

turées du Sud. Dans ces échanges Sud-Sud, 68 % se font au sein du même continent, dont 37 % en Asie. Mais déjà le commerce «Asie-autres continents» occupe le quart des échanges Sud-Sud. Ces échanges sont organisés des NPI vers les petits et moyens pays, et surtout à partir des NPI à dominante exportatrice (ce qui explique la prépondérance de l'Asie) vers les pays de l'OPEP.

Ainsi se recreuse, d'année en année, la «vieille division internationale du travail», mais cette fois au sein de l'«périphérie». Par exemple, dans ses échanges industriels avec la zone «Sud», le taux de couverture du Brésil est passé de 153 % en 1973 à 555 % en 1980, avec un solde bénéficiaire de 3,2 milliards de dollars (le chiffre correspondant pour la Corée étant de 4,5 milliards de dollars). Le caractère régional de ce commerce (en particulier en Amérique Latine) illustre bien la «mise en commun des marchés de classes moyennes» pour le fordisme périphérique. En outre, la structure de ce commerce est bien différente de celle des exportations «NPI → centre» : les biens d'équipement occupent 41 % (contre 31 %) et au contraire les vêtements 5 % (contre 21 %). Le coefficient de capital des exportations est deux fois plus élevé. Enfin, sur ces marchés là, les NPI commencent à exercer une domination technologique, car leur «remontée de la filière», si elle n'atteint pas le nec plus ultra de la technologie mondiale, leur permet aujourd'hui d'exporter non seulement des biens d'équipement professionnels à bas prix, mais également de l'ingénierie. Ils y entrent alors en concurrence avec d'autres pays plus peuplés quoique moins industrialisés, comme l'Inde ou le Pakistan.

Il ne faut ni sous-estimer, ni sur-

estimer cette concurrence du «Nord au sein du Sud» à l'égard du centre traditionnel. La compétitivité des ingénieurs des NPI est, bien sûr, comme celle de leurs OS, fondée sur leurs bas salaires : 358 dollars par mois (en 1978) à Taïwan contre 2 900 en RFA (Gauthier — 1981). Mais ces ingénieurs ont parfois développé des technologies originales, liées aux conditions de leurs pays et plus facilement transposables chez leurs clients du «Sud» : ainsi l'Inde, la Corée, emportent des contrats de grands travaux de génie civil, le Mexique met au point des procédés métallurgiques et d'exportation pétrolière originaux, etc ... Pourtant, globalement, leurs parts dans les niveaux «I» et même «II» de la division internationale du travail reste minime. Benabou (1982) remarque avec raison que, si la Corée exporte des machines professionnelles pour 4 % du niveau de son marché interne, elle satisfait cette demande interne pour 65 % par des importations.

#### 50) Financement et régulation.

Le régime d'accumulation qui tend ainsi à se mettre en place n'est pas sans rappeler l'exemple de l'industrialisation française après-guerre, avec une première phase de reconstruction grâce aux importations de biens d'équipement et aux «transferts de technologie» depuis les USA financés par le Plan Marshall, emprunts remboursés par des exportations «bas de gamme», et une seconde phase de développement du marché intérieur, avec absorption de la paysannerie dans le salariat, reconquête (jusqu'en 1968) du marché intérieur de la section I, etc ...

Mais les différences sautent aux yeux : face au mouvement fordiste, la France

disposait déjà d'une base industrielle qualifiée, et, surtout, les formes institutionnelles de l'intégration du salariat, qui allaient offrir les débouchés internes de la croissance, se mettaient en place dans le même temps. Le régime de transition de l'Après-guerre et les emprunts Marshall ne faisaient qu'anticiper la mise en place d'un régime d'accumulation relativement autocentré avec des procédures de régulation dépendant de la souveraineté nationale. Tout autre est le cas de l'industrialisation périphérique, qui, en tant que régime d'accumulation et en tant que mode de régulation, est d'emblée et durablement internationalisée.

Dans les années 70, le développement du fordisme périphérique fut également financé par l'emprunt de capitaux extérieurs. Ce financement était gagé sur : — les revenus à venir des exportations traditionnelles (y compris le pétrole). — la «promesse de travail» (30), elle-même subordonnée à la mise en route, dans de bonnes conditions de rentabilité, des nouveaux processus de production établis dans les NPI, mais aussi à l'existence de débouchés futurs pour cette nouvelle production, — le recyclage quasi-obligé des capitaux empruntés dans l'achat des biens d'équipement au centre.

Ce régime a unanimement été jugé «jouable» par la communauté internationale des prêteurs, d'autant qu'elle se trouvait faire face, avec le premier choc pétrolier, à une explosion du volume des liquidités disponibles. Les excédents de l'OPEP, placés chez des banquiers privés, cherchaient en effet à se prêter à tout prix (31). Dès lors, le financement bancaire international, qui accompagne cette internationalisation de la production, prend le pas sur l'investissement direct (32).

Remarquons que, du point de vue du transfert de valeur de la périphérie vers le centre (et à condition d'agglomérer les Banques de l'OPEP au système financier central, ce qui soulève des problèmes théoriques et politiques que nous n'aborderons pas ici), le nouveau système est tout aussi efficace que l'ancien. Non seulement les exportations des NPI ne paient pas toujours leurs importations, mais une part croissante sert à payer l'intérêt des dettes : au classique «rapatriement des profits des multinationales» s'est ajouté le lourd service de la dette (33).

Dans le cadre de ce schéma général d'une «régulation mondiale» par le système bancaire privé, les différents NPI adoptent quant à eux les modes de régulation internes les plus variés : certains privilégient la réexportation, d'autres leur croissance interne, certains jouent le libéralisme, d'autres le protectionnisme et une planification sévère (34). En outre, évidemment, les différents modèles coexistent dans un même pays : ainsi le Mexique exporte du pétrole et de la main-d'œuvre, met à la disposition des USA une bande frontalière de «sweatshops» où se donne libre cours la taylorisation sanguinaire, développe le fordisme périphérique etc ...

Mais la disponibilité globale de capitaux pour financer l'industrialisation fordiste reste soumise à l'état du marché financier international, et leur rentabilité soumise à l'évolution de la demande mondiale. Deux facteurs qui échappent totalement à la souveraineté nationale.

#### IV — Succès et crise du Fordisme périphérique.

Le succès spectaculaire du Brésil, de la Corée, du Mexique, durant les

années 70, a battu en brèche la thèse du «développement du sous-développement». Oui, la «périphérie» peut s'industrialiser, croître, vaincre le centre dans la concurrence sur les branches manufacturières, même les plus modernes. La croissance moyenne du Produit Manufacturier des NPI durant les années 1970-1978 s'échelonne de 4,6 % pour le Portugal et 6,5 % pour le Mexique (qui se rapprochent le plus de la «substitution d'importation») à 18,3 % pour la Corée. Le PNB par habitant de ce dernier pays est passé de 70 à 2 281 dollars par habitant de 1960 à 1979. Ces taux de croissance sont à rapprocher de celui des pays du centre, des pays «socialistes», des pays de l'ancienne substitution d'importation, etc. : le succès du «fordisme périphérique» y paraît écrasant, et d'autant plus qu'y prédomine la composante exportatrice ...

#### 10) La conjoncture du succès.

Le «fordisme périphérique» n'a pu se développer que dans une conjoncture bien particulière. Au centre, l'Age d'Or du fordisme touchait à sa fin. Les gains de productivité n'étaient plus suffisants pour autoriser la poursuite de la hausse de la norme de consommation populaire, plongeant les économies du Centre dans un dilemme : soit la hausse du coût salarial par unité produite, soit une stagnation de la demande interne. L'écart des coûts salariaux rendait la production dans les NPI d'autant plus compétitive que la productivité commençait à y atteindre des niveaux fordien, alors même que la hausse des revenus distribués dans ces pays y ouvrait des marchés prometteurs.

Tandis que la stagnation s'installait au centre, l'équipement en biens industriels de ces NPI, qui accédaient partiellement

à la consommation de masse, avec des taux de croissance tournant autour de 7-10 %, offrit un ballon d'oxygène au fordisme mondial pendant les années 70.

Mais il faut d'abord souligner le caractère mineur, à l'échelle mondiale, du succès des NPI, que l'on peut compter sur les doigts des deux mains. Le Nigeria, l'Iran, la Turquie, dont on attendait un rôle de «sous-impérialisme», se sont spectaculairement enlisés, ou ont explosé. L'année 80 voit la montée des luttes ouvrières et la cassure de la croissance en Corée, au Brésil, en Pologne. Et l'année 82 la faillite financière du modèle est déclarée au Mexique.

C'est que les facteurs de la crise locale et mondiale du fordisme s'ajoutent à ceux de la périphérie.

Du côté du procès de travail, on retrouve, plus ou moins, atténués, les problèmes de la première import-substitution : difficulté d'atteindre le niveau de productivité normal au centre (largement compensé par la différence des salaires), et surtout coût croissant des biens d'investissements importés au fur et à mesure que l'appareil productif s'étoffe en industries lourdes. Quant aux industries de main-d'œuvre, outre la montée du protectionnisme au centre, on assiste à une réversibilité de la délocalisation : les techniques à faible intensité de capital localisées à la périphérie sont vivement concurrencées par les techniques fortement automatisées localisées nécessairement dans des espaces de niveau I ou II, donc au centre. C'est très net dans le textile (où la production de masse est maintenant plus rentable au centre, seule la couture à façon étant intéressante en Asie), et la situation est fluctuante dans l'électronique.

a) Du côté de la demande, la croissance de celle-ci étant quasi-nulle au Centre (typiquement dans l'automobile), la seule demande de consommation de masse nouvelle naît de la croissance des revenus salariaux à la périphérie. Certes le salariat se développe, mais le salaire unitaire est bridé par la nécessité de rester compétitif (par rapport au centre ... et aux concurrents de la périphérie).

b) Quand à la régulation socio-politique d'ensemble, elle se caractérise très vite par un «chaos des rapports sociaux». Coexistent à la fois des structures totalitaires nécessaires aux maintiens de très forts taux d'exploitation dans les secteurs exportateurs, taux eux-mêmes fortement diversifiés (entre le quasi-esclavage de l'agriculture exportatrice, la taylorisation sanguinaire dans les «sweat-shops» du textile, l'accès à des normes pré-fordiennes dans les industries lourdes) et la montée des classes moyennes urbaines et du syndicalisme indépendant dans les usines, qui poussent à la démocratisation. Ou bien cette poussée est refoulée, et la répression destabulise le régime (Corée, Pologne), ou elle explose de manière incontrôlable (Iran), ou elle est satisfaite plus ou moins en souplesse (Espagne, Portugal, Brésil), mais elle reste précaire et ouvre les vannes des revendications ouvrières, brisant la compétitivité de la «substitution d'exportation».

D'un point de vue strictement économique, l'industrialisation périphérique restait possible tant que la hausse de la composition du capital impliquée par la «remontée des filières» se traduisait par un volume d'importation de biens d'équi-

pement certes fortement croissant, mais acceptable compte tenu de la facilité du crédit international et de brillantes perspectives de réexportation. Si l'on tient compte du fait qu'en outre les NPI restent dépendants pour la plupart des matières premières et en exportent quelques unes, la stabilité du modèle sur une décennie apparaît rétrospectivement miraculeuse.

Il fallait :

- que la hausse du cours des matières premières soit lente et sans disparité, pour que les exportations compensent les importations et assurent un revenu (ou un trou) régulier et prévisible. Or le pétrole monte quand le sucre s'effondre, les revenus pétroliers stagnent quand les commandes gagées sur leur hausse future viennent à échéance, etc ...
- que le fordisme s'essouffle au centre (pour que la productivité dans la périphérie parvienne à rattraper celle du centre) mais que les gouvernements du centre continuent à pratiquer un keynésianisme modéré, pour assurer une croissance même ralentie de la demande mondiale,
- que le crédit international soutienne l'investissement à la périphérie.

Les deux dernières conditions disparaissent avec l'accès du monétarisme à l'hégémonie au centre, au tournant des années 80.

## 20) Le fordisme périphérique au piège du monétarisme central.

Comme nous l'avons rappelé dans la première section, le fordisme central a survécu dix ans à sa crise, latente depuis la fin des années 60, ouverte depuis

le catalyseur du premier choc pétrolier. Il l'a pu en maintenant les formes de la régulation monopoliste. D'une part, le maintien et même souvent la progression du pouvoir d'achat de la masse salariale, malgré la désindustrialisation, et surtout grâce à la croissance des emplois tertiaires et de salaire indirect, empêcha un effondrement cumulatif de la demande et de la production. D'autre part, la «monétarisation des créances», principalement celle que les pays de l'OPEP détenaient sur la production du centre, par le système bancaire international, qui offrait des crédits sur la base des dépôts en pétro-dollars, permettait de suspendre la dévalorisation des capitaux touchés par la crise, et de financer les nouveaux investissements sur le simple pari que l'accumulation intensive élargie mondiale reprendrait son cours (35). Nous avons vu que le développement du fordisme périphérique se fonde sur ce pari et, comme il est de règle dans tout régime d'accumulation, contribue partiellement à le réaliser.

Le monétarisme consiste essentiellement dans un refus de ce pari, dans le choix d'ouvrir la crise, de remettre en cause le partage de la valeur ajoutée entre capitaux et salariés, de ne plus financer à crédit les capitaux non rentables et les consommateurs insolubles. Le tout au nom du mythique «assainissement», comme si, en déchirant délibérément les filets de sécurité qui empêchaient l'effondrement du régime de croissance fordiste parvenu à ses limites, on libérait un nouveau régime de croissance, dessiné miraculeusement par la «main invisible du marché», et qui ne demandait qu'à se libérer du keynésianisme, comme les forces productives de «l'enveloppe périmée des vieux rapports de production» dans la vulgate marxiste (36) !

L'attaque contre le revenu des salariés au Royaume-Uni puis aux USA, et la hausse délibérée du taux d'intérêt dans le but de ralentir la création de monnaie de crédit furent les deux leviers principaux de cette politique. Or, la régulation de la création de monnaie internationale dépend cruciallement de la «base» (la monnaie US détenue par les non-résidents, ou xéno-dollars) et du taux d'intérêt sur le marché américain. En effet, le volume de la «hot-money», celle qui vagabonde de pays en pays en fonction de la rémunération, est devenu tel que le taux d'intérêt aux USA (épaulé par celui sur la livre sterling) s'impose pratiquement à toutes les banques centrales qui doivent protéger leur balance des paiements (37). Et cette monnaie flottante (essentiellement des pétro-dollars prêtés et reprêtés) était justement celle qui finançait la croissance des NPI, et le refus de l'austérité dans les pays du centre.

Pour un «assainissement», ce fut un assainissement. En 18 mois, le thatchérisme anéantit toute la croissance industrielle du gouvernement travailliste Callaghan (- 15 %), et en trois trimestres le reaganisme annula celle de la présidence Carter (- 10 %). Ce qui restait de croissance au centre fut brisé jusque dans les pays les plus sociaux-démocrates, jusque chez l'exportateur le plus compétitif (le Japon). Cette récession généralisée entraîna en quelques mois la chute de la demande de matières premières, y compris de pétrole. De ce fait, les excédents de l'OPEP s'asséchèrent, mais l'envol du dollar, dopé d'abord par la hausse des taux d'intérêt, ne laissa aucun répit quant aux prix du pétrole pour les importateurs tout en aggravant la récession aux USA.

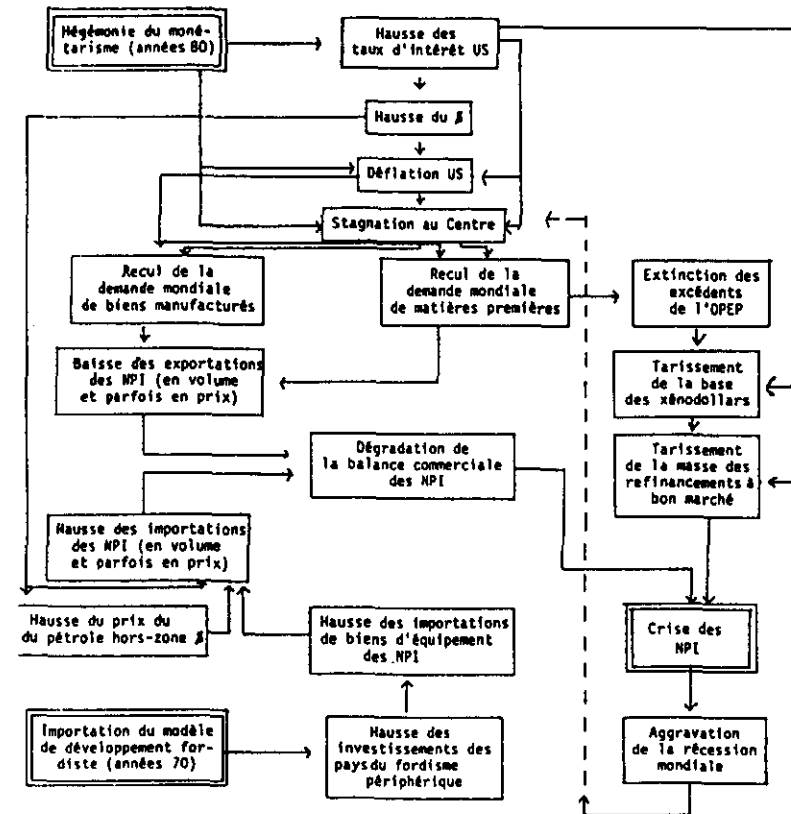
Dès lors, la crise NPI était inévitable. D'une part, leurs marchés «extérieurs» (c'est-à-dire principalement centraux) se contractent, au moment où ils ont à rembourser les emprunts qui avaient financé leurs investissements, et alors que le prix du pétrole (pour ceux qui n'étaient pas exportateurs) continue à croître. Nous avons vu (note 33) que depuis 1980 tous les NPI roulaient sur des crédits de court terme pour assurer le remboursement de leur dette à long terme. Or, c'est à ce moment précis que, d'autre part, à cause de l'assèchement des excédents de l'OPEP et de la hausse des taux d'intérêt, la surliquidité mondiale des années 70 se transforme en pénurie de capitaux : les xéno-dollars se font rares et chers.

La crise atteint un niveau dramatique, qui pour la première fois évoque l'enchaînement dépressif des années 30, malgré la robustesse de la régulation monopoliste sous les coups du monétarisme. Pendant trois années de suite la croissance est stoppée au Nord, et pour la première fois depuis le début des années 70, elle l'est aussi au Sud, y compris dans les NPI (38). Le commerce international, qui croissait encore à 5-6 % à la fin des années 70, se contracte de 3 % (en volume). Cette année, le revenu par habitant diminue au Moyen Orient, en Amérique Latine : jusqu'ici il ne diminuait «qu'en» Afrique, si l'on ose dire. La demande mondiale, interne et externe, s'est éteinte, et c'est cette année que les pays du Tiers-Monde (essentiellement les exporteurs industriels) doivent rembourser 80 milliards de dollars de crédits à long terme, sans doute 200 milliards en comptant le court terme.

Tous les pays qui avaient misé sur la réexportation pour payer leur dette,

de la Pologne au Mexique, en passant par le Chili de Pinochet (le pays le plus endetté par habitant) sont en fait en cas-

sation de paiement. Résumé par le graphique 1, le piège s'est refermé sur la «nouvelle industrialisation».



GRAPHIQUE 1  
L'ÉTRANGLEMENT FINANCIER  
DU  
FORDISME PÉRIPHÉRIQUE

## NOTES.

(1) Pour un «survey» montrant la filiation entre ces courants, voir Palma (1978).

(2) Comme l'écrivait en 1957 l'un des «pères» marxistes de l'école dépendantiste, P. Baran (cité par Palma) : «ce qui est décisif, c'est que le développement économique des pays sous-développés est profondément inamical pour les intérêts dominants dans les pays capitalistes avancés».

(3) Un bref rappel de ces faits aujourd'hui bien connus, avec une première ébauche de théorisation, fut présentée au Symposium de Sfax puis au Colloque de Caracas (Lipietz - 1981). Je tiens à remercier les participants de ces réunions, ainsi que mes collègues du CEPREMAP pour leurs remarques critiques. Pour cette nouvelle intervention, qui vise un approfondissement théorique de ces premières intuitions, à la lumière de l'aggravation de la crise qui touche à leur tour les «N.P.I.», j'ai bénéficié de fructueuses discussions avec R. Haussmann, C. Ominami et P. Tissier.

(4) Selon les termes de B. Warren (1980). Les thèses les plus récentes d'A. Emmanuel (1981) se rapprochent de ce point de vue. Pour une critique des thèses de Warren, voir Lipietz (1982 A).

(5) L'anglais «*Newly Industrializing Countries*». Je me contenterais de l'indéfinition grammaticale du sigle.

(6) Dénoncé avec vigueur par C. Ominami (1979), et sous un angle différent par Salama et Tissier (1982).

(7) Sur cet aspect dont nous ne traiterons pas, voir par exemple Mistral (1982), Aglietta, Orléan, Oudiz (1981), etc ...

(8) Voir par exemple une analyse de la croissance française d'Après-Guerre analysée en termes de sections productives chez Bertrand (1978) et en termes d'articulation de modes de production dans Lipietz (1977).

(9) Voir le travail de M. Aglietta (1976) sur les États-Unis, et l'étude du CEPREMAP (1977) sur la France, dont sont issus les ouvrages de Boyer et Mistral (1978) et Lipietz (1979).

(10) Cette «hégémonie» du monétarisme signifie qu'elle s'impose même aux pays capitalistes développés qui la récussent (Lipietz - 1982 C), et, nous allons le voir, à l'ensemble du monde, contribuant à la crise des NPI.

(11) Dans ses polémiques contre le «romantisme économique», Lénine (1897) nie le problème des débouchés, alors même qu'il démontre comment le capitalisme se développe en Russie en dévorant son extérieur agricole et artisanal. Pour lui, la demande croissante de capital constant, dans un régime d'accumulation extensive, suffit à offrir au capitalisme ses propres débouchés. Trois ans après (1899 B), il reconnaît le problème global de la «réalisation», et souligne l'importance des débouchés extérieurs. R. Luxemburg (1907) à l'autre extrême surévalue la difficulté de résoudre la contradiction production/ réalisation dans un régime d'accumulation capitaliste fermé. En tous cas, chez elle comme chez Lénine, l'extérieur sert à éponger tout ce qui «dépassse» le régime d'accumulation intérieur déjà constitué (branches qui se développent plus vite que d'autres, etc ...).

(12) Voir sur ce point les critiques et les apports de P. P. Rey (1973), qui souligne que «l'avantage absolu» n'a jamais suffi à «agrafer» les modes de production de la périphérie au commerce mondial.

(13) La notion d'espace économique territorial s'oppose ici au réseau existant dans l'économie-monde autour d'une ville. En général cet espace territorial se consolide en s'identifiant à l'État-nation qui lui préexiste (France, Angleterre), à moins que ce ne soit l'unification politique qui lève les barrières à l'unification économique (Allemagne de 1871 à 1945). Mais certains États du centre peuvent difficilement être identifiés à un espace économique individualisé (Belgique, voire Canada).

(14) Deux vastes études historiques ont été réalisées selon ces conceptions méthodologiques, celle de C. Ominami (1980) sur le Chili et celle de R. Haussmann (1981 A) sur le Venezuela. Ce dernier exemple est d'autant plus intéressant que, s'agissant d'un pays de l'OPEP, on ne saurait invoquer la «dégradation des termes de l'échange» pour expliquer la crise de la substitution d'importation.

D'une façon plus générale, il est extrêmement dangereux d'assimiler les pays d'Amérique Latine les uns aux autres, et de les cataloguer comme «sous-développés». Ainsi, L'Argentine est un pur produit d'essaimage capitaliste développé, comme l'Australie ou le Cana-

da. L'échec de sa transition au régime d'accumulation intensive n'a rien à voir avec le «sous-développement», mais doit être expliqué par la résistance de sa classe ouvrière et le caractère contradictoire de sa classe dominante, partagée entre ses intérêts industriels et ses intérêts agrariens. Inversement, la structure économique du Canada est par bien des aspects celle d'un pays périphérique ...

(15) C'est la raison pour laquelle une «monopolisation» précoce du marché engendre très tôt, au Chili, le phénomène de «stagflation» que les pays du centre ne connaîtront que plus tard.

(16) Il ne suffit donc pas de dire que l'import-substitution échoue à produire en grande série «parce que le marché est trop étroit». Plus profondément, une logique commerciale s'oppose à la logique industrielle de la production de masse (Haussmann - 1981B).

(17) Voir la mise au point de Nguyen (1981), qui en arrive à produire des statistiques ... sur les résultats présentés par les innombrables études consacrées à la question ! Mais l'exemple du Venezuela montre que même avec une évolution indiscutablement favorable des termes de l'échange depuis 10 ans (grâce aux hausses du pétrole), la croissance du volume des importations de biens d'équipement étouffe l'import-substitution.

(18) L'intérêt et en général la politique des U.S.A. (surtout à partir de «l'Alliance pour le Progrès» Kennedyste) fut d'imposer aux pays du Sud le modèle d'industrialisation fordiste, mais sans prendre de mesures politico-sociales rompant trop brutalement avec les intérêts particuliers de firmes américaines ayant partie liée avec les couches sociales archaïques du secteur exportateur. Or c'était une contradiction dans les termes. Les réformes impliquées par la substitution d'importation, puis les difficultés de celle-ci, amoignent les pouvoirs locaux à prendre des mesures «trop» radicales, s'éloignant dangereusement du modèle américain : c'est alors que le «gendarme» intervenait. Dans certains cas cependant les U.S.A. sont intervenus d'emblée pour imposer le maintien pur et simple du «pillage» des matières premières (intervention à St Domingue, chute de Mossadeh en Iran, etc ...). L'attitude ultérieure des U.S.A. à l'égard du Shah Reza montra qu'en fait les U.S.A. n'avaient pas d'hostilité de principe à un flux de capitaux vers les pays sous-développés, suscitant à la

fois industrialisation et transformation des classes dominantes locales ... pourvu que cela se fasse conformément et en liaison avec le modèle américain.

(19) Concrètement, une récente classification OCDE sélectionne deux critères : que les produits manufacturés représentent plus de 25 % du P.I.B. et 50 % des exportations, ce qui donne : Portugal, Espagne, Yougoslavie, Israël, Corée, Singapour, Taïwan et Hong-Kong, auxquels on rajoute le Brésil, le Mexique et la Grèce, eu égard à leur vitesse de croissance industrielle et aux problèmes statistiques. Mais il faut sans doute en retrancher Israël (pays d'essaimage du centre au même titre que les U.S.A. et l'Australie) et y rajouter certains pays capitalistes d'État comme la Pologne.

Remarquons que, selon de tels critères, un immense pays agricole comme l'Inde n'est pas classé NPI bien que son industrie soit de l'ordre de grandeur des NPI officiels !

Conformément à l'esprit de cette intervention, nous n'insisterons pas sur l'extrême diversité des régimes d'accumulation et des modes de régulation internes de ces pays, ni sur la diversité de leurs modes d'insertion dans l'économie mondiale (dont on peut trouver une illustration, avec une étude du cas portugais, chez Costa et Freire de Sousa - 1981).

(20) Voir dans Lipietz (1977, 1978) l'exemple de l'industrialisation des campagnes de l'ouest français, parallèlement à la tertiarisation de la région parisienne.

(21) Nous privilégierons ces deux schémas parce qu'ils s'inscrivent dans l'exact prolongement de la croissance fordiste au centre. Cependant, les «industries de process» de la première et seconde révolution industrielle, qui fournissent les biens de consommation intermédiaire (chimie, sidérurgie), se sont également fortement développées à la périphérie, et ce, de quatre côtés à la fois :

- par «ramontée de la filière» dans la stratégie de substitutions d'importation (Corée),
- par enrichissement des exportations traditionnelles (pays du Golfe),
- au nom de la stratégie des «pôles de développement», qui consiste à commencer par produire dans les «industries de base», le reste étant supposé suivre automatiquement (Algérie),
- par délocalisation de plateformes polluantes du centre vers la périphérie (Porto-Rico).

(22) Voir l'article de Tissier («l'industrialisation dans huit pays asiatiques depuis la fin de la seconde guerre mondiale») dans Salama, Tissier (1982) et le recueil d'A. Gauthier (1982). Nous verrons qu'on ne peut plus aujourd'hui parler véritablement de «Pays Ateliers» pour les quatre N.P.I. d'Extrême-Orient. Cependant, l'ensemble des zones franches de ces pays et des autres pays asiatiques constitue un véritable «archipel de Goulags» dont les atroces conditions d'exploitation sont largement mises en lumière dans ces textes.

(23) Voir les chiffres cités par Salama (Salama, Tissier — 1982) pour 1974. Le rapport des coefficients de capital par tête, selon que les firmes sont tournées vers le marché intérieur ou extérieur, atteint 190 pour la branche «Textile et vêtements», 23 pour les machines électroniques.

(24) A Hong-Kong l'effectif moyen est de 20 personnes, entassées dans les étages des tours ; à Taïwan, deux tiers des firmes occupent moins de 10 personnes. Ces ateliers textile travaillant pour des «griffes» du centre constituent un véritable Sentier délocalisé.

(25) En 1978, le salaire mensuel d'un manoeuvre dans les 4 N.P.I. asiatiques était de 100-150 \$; dans les autres pays d'Asie s'engageant dans la «taylorisation sanguinaire» il était de 50-80 \$ — (Au centre, il était de 500 à 900 \$, mais l'horaire annuel était inférieur de moitié, et il faut tenir compte du «salaire indirect»...).

(26) Dans le courant de l'année 1982, la CEE a imposé de sévères restrictions à la croissance des importations textiles en provenance tant des pays «Accords Multi-fibres» que de la zone méditerranéenne «d'Accords Préférentiels», et même une diminution pour les N.P.I. asiatiques (ces mesures frappent 45 % de l'emploi textile à Hong-Kong). Face à cette menace, ces derniers réagissent en accélérant leur diversification industrielle, en se tournant vers les marchés du Sud, ou en passant des accords de sous-sous-traitance avec les pays «préférentiels».

(27) Cette «double destination» a été soigneusement codifiée dans les accords de Ford et GM avec l'État espagnol, de Renault avec le Portugal (voir CEPREMAP — 1980).

(28) Voir l'étude passionnante de BENABOU (1982), qui distingue cinq groupes d'industries, selon le mouvement corrélatif des rapports X/D (exportation/domestique) et M/D (importation/domestique).

1. Les industries domestiques (X/D et M/D faibles).
2. Les industries d'exportations (X/D fort et croissant, M/D faible)
3. Les industries de substitution d'importation (X/D faible, M/D fort et décroissant)
4. Les industries extraverties (X/D et M/D forts et croissant ensemble)
5. Les industries internationalisées (X/D et M/D moyens, mais X/D croît alors que M/D décroît)

Relèvent de la «taylorisation sanguinaire» le groupe 2 (vêtements) et 4 (composants électroniques). La différence est purement statistique : c'est parce que la branche «fils et tissus» (importatrice) est séparée de la «bonneterie et vêtements» (exportatrice) que la filière textile est décomposée entre une industrie exportatrice et une industrie de substitution d'importation, alors que, dans la filière électronique, les segments «délocalisés» ne sont pas isolés par la classification utilisée par l'auteur. Les «composants électroniques» sont ainsi classés «industrie extravertie», et «l'électronique grand public» ou les «véhicules» classés «industries internationalisées».

Ce qui reste néanmoins caractéristique du fordisme périphérique est le mouvement de recul le long de la bissectrice des «industries extraverties», et le mouvement perpendiculaire à cette bissectrice des «industries internationalisées» : tout en poursuivant l'exportation de biens fordistes à un stade quelconque, final (groupe 5) ou intermédiaire (groupe 4) de leur élaboration, la Corée les produit de plus en plus pour elle-même. De la même manière, la pure exportation (G. 2) recule tandis que se développe la substitution d'importation (G. 3).

(29) Voir sur ces points les données citées par l'IFRI (1982) et l'ouvrage de Judet (1981).

(30) Selon l'expression de C. Palloix (1979).

(31) Sous le titre «Recyclers' recessions», *The Economist* (7 Août 1982) a résumé l'histoire de l'étonnante phase de «surliquidité internationale» qui a suivi le premier choc pétrolier. Les énormes excédents pétroliers (laissés en compte dans les banques occidentales sous le nom de «pétro-monnaies») ont été recyclés de façon brillante mais incontrôlée vers les pays en déficit, en particulier ceux dont l'expansion semblait la plus prometteuse, les N.P.I. De 1974 à 1978, les encours internationaux des principales banques occidentales sont passés de 280 à 900 milliards de dollars, les ban-

quiers font littéralement le siège des emprunteurs potentiels. Le mouvement fut relancé lors du second choc pétrolier. Or, en 1978, puis dès la fin 1981, les excédents de l'OPEP, base monétaire de cette masse de crédits, étaient quasiment annulés.

(32) Plus généralement, «l'économie d'endettement international» privé prend le pas à la fois sur les investissements directs et sur les prêts publics aux «pays en voie de développement», surtout pour les NPI. Ce phénomène capital des années 70, qui bouleverse d'ailleurs la représentation traditionnelle de la «dépendance» (puisque ce sont des classes dominantes locales qui font le «libre choix» de s'endetter pour financer leur consommation et leur développement), a été largement décrit et analysé (Palloix — 1979, Cepii — 1980, Michalet — 1980, sans compter les rapports annuels du F.M.I. et de la Banque Mondiale).

(33) On dénonçait jadis couramment le fait que la balance des capitaux (nette des profits rapatriés) des pays dominés était en général déficitaire. Il en est aujourd'hui de même pour l'endettement : depuis 1980 le service de la dette des «pays en développement non pétroliers» dépasse la croissance annuelle de leur dette extérieure à long terme (voir L. Levellin — 1982). Autrement dit, ces pays remboursent plus qu'on ne leur prête. Ce service de la dette, dont plus de la moitié représente le versement de l'intérêt (le reste étant l'amortissement du principal), ne peut donc être payé que par les exportations de biens et services, dont 20 % y sont en moyenne consacrés (même la Corée y consacre 13 %). Or, à la fin des années 70, la balance des biens et services, même pour les N.P.I., est elle-même déficitaire. Depuis 1980 par conséquent ces pays équilibrent leurs paiements par des emprunts à court terme.

(34) C'est le cas de la Corée du Sud qui, par certains aspects de sa régulation intérieure, se rapproche curieusement de sa sœur rivale du Nord.

(35) La monnaie de crédit représente des valeurs en cours de création et de réalisation : elle permet l'accumulation et la circulation du capital grâce à l'anticipation du «bon» fonctionnement du régime d'accumulation. Elle est donc à la fois l'une des formes institutionnelles de la régulation monopoliste d'ensemble, et suppose pour exister l'efficacité des autres formes de la régulation. Voir Lipietz (1983).

(36) La «théorie des forces productives», version vulgaire du matérialisme historique, effectivement présente dans certains textes de Marx (tel la Préface de 1859 à la *Contribution à la Critique de l'Économie Politique*) a été radicalement critiquée dans les années 60-70, en France par les althussériens, en Italie par les opérâistes, dans les pays anglo-saxons par les «radicaux». Marxistes et radicaux se rallient à l'idée que ce sont au contraire les rapports sociaux qui modèlent les formes de production, ou que du moins existe un rapport dialectique, non mécanique, entre les deux.

On pourrait en dire tout autant du rapport entre régime d'accumulation et mode de régulation, entre modèle d'industrialisation et relations professionnelles du travail. Très curieusement, ce sont à présent les auteurs et les hommes politiques non marxistes qui aujourd'hui invoquent une nouvelle révolution industrielle se développant par sa seule logique technologique (électronique, informatique, biologique, etc ...) et clairement que les relations sociales doivent se dissoudre ou s'y adapter...

(37) Il s'agit du taux d'intérêt réel, c'est-à-dire ce que rapporte le placement dans une monnaie, déduction faite des pertes en valeur internationale due à sa dévaluation relative.

(38) L'analyse internationale ici présentée ne doit pas masquer les facteurs internes de crise, évoqués au paragraphe précédent.

Ainsi, la Corée connaît une chute du taux de croissance en 1980 (- 5,7 %) puis un rattrapage et une stagnation ; mais pas Taïwan. C'est que l'assassinat de Park, l'insurrection ouvrière-étudiante de Mai 80, traduisent le «chaos des rapports sociaux» qui se reflète également dans les oscillations du coût salarial par unité produite, mettant en crise tantôt le marché intérieur, tantôt la compétitivité vis-à-vis des autres N.P.I. d'Asie (Chaponnière — 1982).

Inversement on ne peut porter au compte de la seule résistance ouvrière à la «double dépendance» de la Pologne (politique vis-à-vis de l'Est, économique vis-à-vis de l'Ouest) la crise qui se développe avant, pendant, après la naissance, l'apogée, et la défaite de Solidarnosc. Mais on ne peut oublier non plus le poids de l'inconséquence des classes dominantes dans la crise mexicaine (Castaneda — 1982).

Pour s'en tenir au seul point de vue «économiste», la crise spécifique au fordisme pé-

*alain lipietz*

*de la nouvelle division  
internationale du travail*

riphérique tient, semble-t-il, plus particulièrement au difficile arbitrage entre marché intérieur, et compétitivité externe. Le choix (ou l'obligation de mettre l'accent sur cette dernière, alors même que le marché mondial se contractait, a entraîné un choc récessionniste bru-

tal dans tous les pays d'Amérique Latine à gouvernements monétaristes en 1981. La production industrielle recule de 9,25 % au Brésil, 14 % en Argentine, 8 % au Chili (dernier trimestre). Voir *The Economist*, 6 mars 1982.